

Impôt sur le revenu

en fait, élaborent des programmes qui, tout en leur étant profitables, sont également utiles aux Canadiens.

A bien y penser, le régime fiscal canadien n'est devenu rien d'autre qu'un moyen pour le gouvernement de procéder à une razzia, afin de se renflouer. Un phénomène très particulier est ainsi apparu au Canada. Un tas de gens participent à des degrés divers à la guérilla de l'évasion fiscale. La fraude fiscale, l'évasion fiscale devient presque un souci pour de plus en plus de Canadiens. Des gens normaux, de braves gens tâchent par tous les moyens d'éviter de payer leur impôt au Canada. En effet, j'ai l'impression que l'évasion fiscale, de simple aventure financière est devenue une véritable épidémie au Canada. Si l'on entre dans une librairie à ce temps-ci de l'année, on se rend compte que les livres à succès sont ceux qui montrent aux gens comment se soustraire à l'impôt.

Nous pouvons relever divers groupes, et certes ceux des cadres supérieurs et des professionnels hautement rémunérés, qui ont les moyens de retenir les services coûteux de conseils fiscaux et de comptables, afin de pouvoir mieux profiter des divers échappatoires du système fiscal. Il y a ensuite les membres de la haute bourgeoisie qui s'échangent des services sans qu'il y ait trace de transaction financière. Par exemple, un dentiste répare les dents de quelqu'un qui, en échange, voudra bien remplir une déclaration d'impôt, ou un avocat se charge d'une affaire juridique en échange du prêt d'un condominium à Maui. Des biens et services sont échangés sans qu'il y paraisse du point de vue du revenu national. Toutes les catégories de travailleurs agissent de même, et même les cols bleus qui acceptent d'effectuer la nuit des travaux à des taux inférieurs à ceux qu'ils touchent normalement, à condition qu'ils soient payés comptant, dans l'espoir que le fisc n'en saura rien. Ainsi, un mécanicien répare la voiture d'un plombier qui le dédommage en posant les conduites dans la cave de l'aile qu'il a ajoutée à sa demeure. Une économie parallèle est en train de se créer, économie dont la valeur représente entre 5 et 20 p. 100 de notre produit national brut et qui échappe au Trésor fédéral. C'est une situation vraiment sérieuse que celle qui transforme des citoyens honnêtes, normaux et respectueux des lois en individus retors et prêts à frauder le fisc.

Pourquoi les gens ne font-ils plus confiance au système? C'est tout d'abord parce qu'ils savent comment le gouvernement dépense l'argent. Après tout, le fisc touche à peu près tous les Canadiens. Pour la plupart, les Canadiens, et surtout ceux qui travaillent, paient de l'impôt sur le revenu. Seulement, ils voient la façon dont on dépense leurs impôts. Le gouvernement est un véritable panier percé, sauf que dans son cas, ce n'est pas son propre argent qu'il dilapide; c'est l'argent des contribuables.

Les Canadiens tiennent à faire savoir qu'ils n'apprécient pas la façon dont le gouvernement dépense leurs impôts. De plus, ils estiment que la législation fiscale est absolument injuste. Elle favorise certains contribuables au détriment des autres. En termes clairs, elle favorise les gens à revenu élevé, les riches. Les ministres des finances ont beau prétendre que leur budget est plus juste ou plus équitable, ce n'est pas le cas, bien au contraire.

Un expert fiscal canadien a écrit un ouvrage intitulé «The New Canadian Tax and Investment Guide», qui est le fruit d'une vie passée à conseiller les contribuables sur la façon d'échapper à l'impôt par des moyens légitimes, c'est-à-dire en tournant les dispositions de la loi de l'impôt sur le revenu. Il prétend que l'année prochaine, les riches contribuables seraient imposés au même taux, même si leurs investissements passaient de \$200,000 à \$300,000, par exemple.

● (1710)

On a laissé entendre que le budget MacEachen s'en prenait aux riches. Seulement, quand on l'étudie de près, on constate qu'il ne s'en prend pratiquement pas à eux. Bien au contraire, les Canadiens riches ou super-riches bénéficient d'un dégrèvement fiscal de 10 p. 100.

Si vous le voulez bien, nous prendrons deux exemples, l'un en Colombie-Britannique et l'autre en Ontario. En 1981, en vertu des dispositions du précédent budget, une personne dont le revenu s'élevait à \$100,000 payait \$32,589 d'impôt fédéral sur le revenu. Cette année, elle n'en paiera que \$29,085. Comme chacun sait, le montant de l'impôt provincial est fonction de l'impôt fédéral, ce qui fait que pour notre contribuable de Colombie-Britannique ou d'Ontario, le budget et le projet de loi fiscal vont lui permettre d'épargner plus de \$5,000 par an. C'est cela la réalité.

C'est bien ce que nous disons, que notre régime fiscal favorise certainement un très petit groupe de personnes bien nanties, et c'est ce qui explique que les Canadiens en aient ras-le-bol. Voilà pourquoi ils tentent par tous les moyens possibles et imaginables de chercher leur avantage dans ce régime pour ne pas avoir à payer un impôt dont ils connaissent bien l'injustice.

Monsieur le Président, il est sidérant de voir, quand on examine de près le bill sur l'impôt et les lois fiscales de ce pays, que notre régime fiscal impose délibérément les plus pauvres parmi nous, ceux dont le revenu se situe bien au-dessous du seuil de pauvreté. C'est là un défaut fondamental de notre fiscalité, qui démontre bien à quel point ce gouvernement est avide d'argent.

Au Canada, le seuil de pauvreté pour les personnes seules s'établit autour de \$5,000 par année. En 1981, ces personnes auraient eu droit à un certain nombre de déductions pour impôt totalisant environ \$3,500, mais elles auraient été imposées sur tout revenu en sus de ces \$3,500. De sorte que les personnes indigentes dans notre pays, et il y en a des centaines de milliers, se trouvent à payer l'impôt fédéral sur le revenu. Ne pourrions-nous pas, pour l'amour du ciel, laisser une personne se sortir de la pauvreté, avant de l'assujettir à l'impôt? Mais non, le gouvernement taxe ceux dont les revenus sont inférieurs et, dans bien des cas, de beaucoup inférieurs au seuil de la pauvreté tel que le définit Statistique Canada. Je crois que cela démontre à quel point le régime fiscal du gouvernement actuel est abominable et irréflecté.

M. Blackburn: Il accorde des faveurs aux millionnaires.

M. Riis: Mon collègue de Brant a raison; il favorise les millionnaires.